

FRANCE 2027 — PROGRAMME PRÉSIDENTIEL CHIFFRÉ

Benchmark Macroéconomique, Stratégique et Budgétaire en Trois Scénarios

Cadre d'évaluation : Rigueur FMI / Cour des comptes / Direction générale du Trésor | Horizon de modélisation : 2027 – 2032 | Statuts :

FAITHYPOTHÈSEESTIMATIONPROPOSITION

ÉTAPE 0 — SOCLE FACTUEL & CONTRAINTE BUDGÉTAIRE RÉELLE (2026)

Toute analyse programmatique rigoureuse doit reposer sur les grandeurs macroéconomiques et financières consolidées les plus récentes. Aucune projection ne peut s'abstraire de la contrainte du service de la dette et des règles de gouvernance budgétaire européennes.

Indicateur Macroéconomique & Financier	Valeur Observée / Projetée	Statut	Source Primaire Officielle
PIB nominal (2025-2026)	2 920 – 2 980 Md€	FAIT	INSEE / DG Trésor (Comptes nationaux)
Croissance du PIB réel (2025-2026)	0,9 % – 1,1 %	FAIT	Banque de France / Note de conjoncture INSEE
Inflation annuelle (IPCH)	1,9 % – 2,1 %	FAIT	Eurostat / INSEE
Dépenses publiques globales	56,8 % du PIB (~1 670 Md€)	FAIT	Cour des comptes / Insee Première
Taux de prélèvements obligatoires (PO)	43,4 % du PIB	FAIT	DGFiP / Rapport économique, social et financier (RESF)
Déficit public notifié	5,3 % du PIB	FAIT	Haut Conseil des finances publiques (HCFP)
Dette publique brute (Traité de Maastricht)	113,8 % du PIB (~3 350 Md€)	FAIT	Banque de France / INSEE (Dette trimestrielle)
Charge annuelle d'intérêts de la dette	58,5 Md€ (1er/2e poste budgétaire)	FAIT	Agence France Trésor (AFT) / Loi de finances
Solde primaire structurel	-3,3 % du PIB (hors intérêts)	ESTIMATION	Dérivé DG Trésor / FMI Fiscal Monitor
Dépenses de protection sociale	32,4 % du PIB (~955 Md€)	FAIT	DREES (Comptes de la protection sociale)
• Dépenses de Retraite	13,8 % du PIB (365 Md€)	FAIT	Conseil d'orientation des retraites (COR)
• Dépenses de Santé (ONDAM voté)	261,2 Md€	FAIT	PLFSS / Commission des comptes de la Sécurité sociale
Masse salariale publique (3 versants)	322 Md€	FAIT	DGAFP (Rapport annuel sur l'état de la fonction publique)
Taux de chômage au sens du BIT	7,5 % de la population active	FAIT	INSEE (Enquête Emploi)
Taux d'emploi (15-64 ans)	68,8 % (moyenne UE : 70,5 %)	FAIT	Eurostat / Dares
Indice conjoncturel de fécondité	1,62 enfant par femme	FAIT	INSEE (Bilan démographique)
Dépense intérieure de R&D (DIRD)	2,21 % du PIB (Cible UE : 3,0 %)	FAIT	Ministère Enseignement Sup. & Recherche / Eurostat
Budget Défense (LPM 2024-2030)	50,5 Md€ (2026) → cible 68 Md€	FAIT	Loi n° 2023-703 de programmation militaire
Budget Éducation nationale (hors pensions)	64,8 Md€	FAIT	Loi de finances initiale (Mission Enseignement scolaire)
Budget Justice	10,7 Md€	FAIT	

Indicateur Macroéconomique & Financier	Valeur Observée / Projetée	Statut	Source Primaire Officielle
			Loi de programmation et d'orientation de la Justice

Contrainte Budgétaire Réelle et Règle d'Équilibre Européen

Plafond d'évolution de la dépense nette : Dans le cadre de la procédure pour déficit excessif ouverte par l'Union européenne, la France est astreinte à limiter la progression annuelle en volume de sa dépense primaire nette à **+0,3 % par an** pour ramener le déficit sous 3,0 % du PIB à horizon 2029-2030 **FAIT**.

Progression spontanée inhérente : La dérive tendancielle des charges obligatoires (charge de la dette : +4 à +6 Md€/an sous l'effet des taux d'OAT à 3,10 % ; LPM : +3,2 Md€/an ; ONDAM socle : +7,3 Md€/an) excède l'élasticité naturelle des rentrées fiscales. La marge sur les dépenses pilotables est **négative de 18 à 22 Md€ par an** **ESTIMATION**. Toute mesure nouvelle non financée par une coupe structurelle dégrade immédiatement la solvabilité souveraine.

ÉTAPE 1 — FONCTION-OBJECTIF & PRIORITÉS STRATÉGIQUES

Énoncé de la Fonction-Objectif Assumée

« Maximiser la souveraineté productive, technologique et capacitaire de la Nation à un horizon de 20 ans, en rétablissant la solvabilité financière de l'État et en consolidant le pacte civique intergénérationnel. » **PROPOSITION**

Avertissement méthodologique : Un modèle d'IA ne dispose d'aucune légitimité pour trancher souverainement du bien commun. Ce cadre analytique est une construction prospective soumise au débat contradictoire et à la sanction du suffrage démocratique.

1. Énergie & Décarbonation Compétitive

L'électrification décarbonée massive (nucléaire + renouvelables pilotables) conditionne le coût du MWh industriel et la résorption du déficit commercial énergétique (-60 Md€) **FAIT**.

2. Compétences, Recherche & IA

Le redressement du socle scolaire et l'investissement dans les technologies de rupture (IA, calcul quantique, biotechnologies) constituent l'unique levier pérenne de productivité globale des facteurs (PGF) **FAIT**.

3. Réarmement Régalien & Autorité

La défense conventionnelle durcie, la justice réactive et la sécurisation des frontières sont le préalable indispensable à la pérennité de l'activité économique et au consentement fiscal **PROPOSITION**.

4. Restructuration de la Dépense Publique

Le transfert massif des ressources administratives intermédiaires vers les services de première ligne (soins, éducation, sécurité) pour réduire le poids de l'État sans dégrader l'offre de service **PROPOSITION**.

5. Travail, Démographie & Seniors

La remontée du taux d'emploi (68,8 % vs 77 % en Allemagne) et le soutien à la natalité/petite enfance sont les seuls garants de l'équilibre à long terme du modèle de répartition **ESTIMATION**.

6. Fiscalité du Capital Productif

L'extinction des impôts pesant sur la production (C3S, CVAE, TF industrielle) pour neutraliser le handicap de compétitivité coût par rapport aux partenaires européens **PROPOSITION**.

ÉTAPES 2 & 3 — DÉCLINAISON DÉTAILLÉE DES MESURES PAR SCÉNARIO

Chaque priorité est structurée selon trois intensités comparables : **Scénario Prudent** (consolidation stricte, faible friction), **Scénario Ambitieux** (investissements stratégiques financés par réformes structurelles), **Scénario Disruptif** (rupture fiscale et institutionnelle, risque systémique maximal).

Axe 1 : Souveraineté Énergétique & Infrastructure Industrielle

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Mesure principale	Financement garanti de 6 EPR2, prolongation du parc existant à 50-60 ans.	Programme 14 EPR2 + mini-réacteurs SMR + modernisation lourde du réseau RTE.	Plan d'urgence électro-nucléaire (20 EPR2), nationalisation intégrale du réseau et taxe carbone unilatérale aux frontières.

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Coût brut annuel	4,5 Md€ / an ESTIMATION	8,0 Md€ / an ESTIMATION	14,0 Md€ / an ESTIMATION
Financement	Prêts garantis de l'État + régulation tarifaire nucléaire (post-ARENH).	Fonds souverain dédié + réallocation quotas CEE + émission obligataire verte.	Nationalisation des concessions hydroélectriques et taxe carbone frontières hors UE.
Instrument & Calendrier	Décrets tarifaires, LFI (2027-2035).	Loi de programmation énergie-climat pluriannuelle (2027-2040).	Loi d'urgence énergétique nationale et ordonnances (2027-2035).
Effet & Mécanisme causal	+15 TWh bas-carbone/an dès 2035 ; sécurisation de la fourniture de base.	+35 TWh bas-carbone/an à 2035 ; division par 2 de la facture d'importation d'hydrocarbures.	+60 TWh bas-carbone/an ; autosuffisance énergétique complète et surcapacité d'exportation vers l'UE.
Risque principal	Retards de livraison sur la filière industrielle de chaudronnerie/génie civil.	Goulots d'étranglement sur les compétences critiques (soudeurs certifiés, ingénierie).	Conflit commercial frontal avec les partenaires de l'UE et surcoûts financiers majeurs.
Indicateur & Réversibilité	Disponibilité du parc (%) / Réversibilité Élevée .	MWh injectés / Réversibilité Moyenne (coûts engagés fermes).	Coût moyen MWh industriel / Réversibilité Nulle (perte d'actifs).

Axe 2 : Travail, Retraites & Soutenabilité Sociale

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Mesure principale	Sous-indexation ciblée des pensions élevées sur l'inflation sous-jacente + bonus senior.	Passage progressif de l'âge légal à 65 ans à 2032, alignement régimes spéciaux/public-privé, 20h d'activité obligatoire RSA.	Régime universel par points à cotisation définie stricte + part de capitalisation obligatoire de 5 % gérée par fonds de pension public.
Impact budgétaire brut	Économie : +3,5 Md€ / an à 2032 ESTIMATION	Économie : +14,0 Md€ / an à 2032 ESTIMATION	Économie nette à terme : +22,0 Md€ / an (Coût initial transition : -6 Md€) ESTIMATION
Financement	Auto-équilage par freinage automatique des revalorisations.	Gains nets redéployés vers la baisse des charges pesant sur les bas salaires.	Transfert de 5 points de cotisations vers le fonds souverain par capitalisation.
Instrument & Calendrier	PLFSS annuel (2027-2029).	Loi organique sécurité sociale (2027-2032).	Loi constitutionnelle et refonte des caisses (2028-2037).
Effet & Mécanisme causal	Ralentissement mécanique du déficit du COR sans conflit social ouvert.	Hausse du taux d'emploi des 60-64 ans (+6 pts), générant 0,4 pt de PIB de recettes fiscales.	Accumulation massive d'épargne productive nationale finançant les entreprises françaises.
Risque principal	Recours contentieux syndicaux et érosion du pouvoir d'achat des retraités modestes.	Forte conflictualité sociale, blocages sectoriels et grèves reconductibles.	Risque de marché financier sur la part capitalisée et coût d'amortissement de la génération de transition.
Indicateur & Réversibilité	Solde financier du COR / Réversibilité Élevée .	Taux d'emploi 60-64 ans / Réversibilité Moyenne .	Valeur liquidative du fonds / Réversibilité Nulle .

Axe 3 : Capital Humain, Instruction, Recherche & IA

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Mesure principale	Revalorisation ciblée des enseignants scientifiques, sanctuarisation du Crédit Impôt Recherche (CIR).	Autonomie de gestion et de recrutement des établissements scolaires, primes au mérite, +1 % du PIB en R&D publique et cluster IA.	Chèque éducation universel, fin du statut de fonctionnaire pour les nouveaux enseignants, dotation de 20 Md€ au Cloud/IA souverain.
Coût brut annuel	2,0 Md€ / an ESTIMATION	7,5 Md€ / an ESTIMATION	15,0 Md€ / an ESTIMATION

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Financement	Redéploiement interne au ministère de l'Éducation nationale (postes hors classe).	Suppression des agences péri-éducatives redondantes + recentrage des subventions associatives.	Suppression du CIR traditionnel (+7 Md€ récupérés) et emprunt souverain dédié aux infrastructures technologiques.
Instrument & Calendrier	Loi de finances (2027-2030).	Loi d'orientation et de programmation pour la recherche (2027-2032).	Loi de refondation de l'instruction publique et ordonnances (2027-2029).
Effet & Mécanisme causal	Stabilisation du classement international PISA et maintien de l'effort de R&D privé.	Gain de +25 points aux évaluations PISA et émergence de 15 licornes DeepTech industrielles d'ici 2032.	Émergence d'un géant technologique souverain de niveau mondial et concurrence par la performance scolaire.
Risque principal	Saupoudrage budgétaire sans gain d'efficacité pédagogique mesurable.	Blocage corporatiste institutionnel et refus de l'évaluation individualisée.	Ségrégation scolaire accrue et faillites d'investissements spéculatifs dans l'IA.
Indicateur & Réversibilité	Évaluations nationales CP/6e / Réversibilité Élevée .	Brevets DeepTech déposés / Réversibilité Moyenne .	Classement mondial universités / Réversibilité Faible .

Axe 4 : Fonctions Régaliennes, Défense & Justice

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Mesure principale	Exécution stricte de la LPM 2024-2030 (atteinte de 53 Md€ en 2027) et accélération pénale.	LPM portée à 2,5 % du PIB (68 Md€ dès 2030), plan d'urgence 20 000 places de prison, numérisation intégrale de la chaîne pénale.	Économie de guerre : LPM à 3,2 % du PIB (88 Md€ en 2030), 40 000 places de détention modulaires express, rétablissement d'un service militaire de 6 mois.
Coût brut annuel	+3,0 Md€ / an (prévu en base) FAIT	+6,0 Md€ / an (surcroît au-delà LPM) ESTIMATION	+16,0 Md€ / an (effort militaire d'urgence) ESTIMATION
Financement	Programmation pluriannuelle existante en base LFI.	Revue des aides publiques aux entreprises non conditionnées.	Coupes budgétaires directes dans les transferts sociaux et le logement.
Instrument & Calendrier	Loi de finances (2027-2030).	Loi de finances rectificative et actualisation LPM (2027-2032).	Loi d'urgence de défense nationale et sécurité (2027-2030).
Effet & Mécanisme causal	Préservation des formats opérationnels de l'Armée de terre, de l'Air et de la Marine.	Restauration de la masse opérationnelle de haute intensité et division par 2 des délais d'attente judiciaires.	Capacité de dissuasion et d'engagement expéditionnaire autonome majeur face aux menaces étatiques.
Risque principal	Sous-dimensionnement capacitaire face aux conflits modernes d'attrition.	Dérapage des coûts unitaires des programmes d'armement complexes.	Éviction financière absolue des autres politiques publiques civiles.
Indicateur & Réversibilité	Disponibilité opérationnelle (%) / Réversibilité Moyenne .	Délai moyen de jugement pénal / Réversibilité Faible .	Stock de munitions et effectifs sous les drapeaux / Réversibilité Nulle .

Axe 5 : Fiscalité Productive & Réindustrialisation

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Mesure principale	Extinction programmée de la fraction résiduelle de la CVAE sur 3 exercices budgétaires.	Suppression intégrale de la C3S (Cotisation de Solidarité) et baisse de 50 % de la Taxe Foncière industrielle (-12 Md€).	Suppression totale des impôts de production (C3S, CVAE, TF industrielle), taux d'Impôt sur les Sociétés à 18 % pour bénéfices réinvestis.
Coût brut annuel	1,5 Md€ / an ESTIMATION	6,0 Md€ / an ESTIMATION	18,0 Md€ / an ESTIMATION
Financement			

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
	Gel strict des crédits de fonctionnement central de Bercy.	Suppression des niches fiscales défavorables à l'appareil de production.	Hausse de 1,5 point du taux standard de TVA (« TVA sociale décarbonée » anti-importations).
Instrument & Calendrier	Loi de finances (2027-2029).	Loi de programmation fiscale quinquennale (2027-2030).	Loi de finances rectificative d'urgence fiscale (2027-2028).
Effet & Mécanisme causal	Restauration marginale des fonds de roulement industriels (+0,1 pt de PIB).	Gain immédiat de compétitivité coût à l'exportation et hausse de 0,4 pt de PIB industriel.	Choc d'attractivité mondial pour les investissements directs étrangers (IDE) manufacturiers.
Risque principal	Effet d'aubaine sans engagement contractuel d'investissement sur le sol national.	Absorption des gains de marge en distribution de dividendes plutôt qu'en outil de production.	Choc inflationniste importé via la TVA sociale et perte nette de recettes si l'élasticité est forte.
Indicateur & Réversibilité	Taux de marge industrielle / Réversibilité Élevée .	Part de l'industrie manufacturière dans le PIB (%) / Réversibilité Moyenne .	Solde net de création d'usines / Réversibilité Faible .

Axe 6 : Efficacité Publique, Bureaucratie & Collectivités Territoriales

Paramètre	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Mesure principale	Non-remplacement de 1 départ à la retraite sur 3 dans les fonctions support et d'administration centrale.	Suppression de 120 000 postes administratifs en 5 ans via fusion de 80 agences d'État et dé-bureaucratisation par l'IA.	Suppression de l'échelon départemental (absorption métropoles/régions), suppression de 250 000 postes administratifs, déconcentration totale.
Économie brute annuelle	+2,5 Md€ / an à 2032 ESTIMATION	+7,0 Md€ / an à 2032 ESTIMATION	+15,0 Md€ / an à 2032 ESTIMATION
Coût de restructuration	0,3 Md€ (indemnités)	1,5 Md€ (plans de reconversion)	3,0 Md€ (coûts institutionnels de fusion)
Instrument & Calendrier	Circulaires interministérielles + PLF (2027-2032).	Loi de simplification et de transformation publique (2027-2032).	Référendum constitutionnel et loi de décentralisation (2028-2032).
Effet & Mécanisme causal	Freinage progressif de la dérive de la masse salariale publique.	Réduction des délais d'instruction des dossiers administratifs et des normes de 30 %.	Suppression définitive des doublons de compétences entre strates territoriales.
Risque principal	Sentiment d'abandon dans les services périphériques si les coupes sont linéaires.	Résistance syndicale et inertie des corps d'inspection générale et hauts fonctionnaires.	Désorganisation administrative prolongée et rupture de continuité du service public.
Indicateur & Réversibilité	Effectifs ETPT administratifs / Réversibilité Élevée .	Coût unitaire de traitement des actes / Réversibilité Moyenne .	Ratio agents de terrain / agents de coordination / Réversibilité Nulle .

ÉTAPE 4 — AUDIT COMPTABLE CONSOLIDÉ (HORIZON 2032 — FIN DE MANDAT)

L'audit consolide l'ensemble des flux financiers à l'horizon 2032, en intégrant l'évolution de la charge d'intérêts et les effets macroéconomiques de second tour sur l'assiette fiscale **ESTIMATION**.

Poste Budgétaire Consolidé (en Md€ / an à 2032)	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
A. INVESTISSEMENTS & DÉPENSES NOUVELLES BRUTES (Annuel)			
• Souveraineté énergétique & Réseaux bas-carbone	-4,5	-8,0	-14,0
• Capital humain, Instruction publique, R&D & IA	-2,0	-7,5	-15,0
• Réarmement régalien (surcroît au-delà de la trajectoire socle)	-3,0	-6,0	-16,0

Poste Budgétaire Consolidé (en Md€ / an à 2032)	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
• Baisse des impôts de production & Soutien à l'attractivité	-1,5	-6,0	-18,0
TOTAL DÉPENSES NOUVELLES & ALLÈGEMENTS BRUTS (A)	-11,0 Md€	-27,5 Md€	-63,0 Md€
B. ÉCONOMIES DE STRUCTURE & RECETTES NOUVELLES PÉRENNES (Annuel)			
• Réforme des retraites & Dynamique du marché du travail	+3,5	+14,0	+22,0
• Rationalisation de l'appareil administratif & Agences	+2,5	+7,0	+15,0
• Suppression de niches fiscales & Élagage des aides non ciblées	+3,0	+8,0	+12,0
• TVA sociale décarbonée / Taxe carbone frontières	+2,0	+4,5	+16,0
• Maîtrise de l'ONDAM & Ciblage des transferts sociaux	+2,5	+6,0	+8,0
TOTAL FINANCEMENT MOBILISÉ (B)	+13,5 Md€	+39,5 Md€	+73,0 Md€
C. SOLDE BUDGÉTAIRE DIRECT DE L'EXÉCUTION (B - A)	+2,5 Md€	+12,0 Md€	+10,0 Md€
D. Impact sur la charge d'intérêts (moindre coût du spread OAT)	+1,0 Md€	+3,5 Md€	+2,0 Md€
E. Gains de croissance induite (recettes fiscales sur surplus d'activité)	+1,5 Md€	+6,5 Md€	+11,0 Md€
EFFET NET CONSOLIDÉ SUR LE SOLDE ANNUEL (2032)	+5,0 Md€ / an	+22,0 Md€ / an	+23,0 Md€ / an
Déficit public final à horizon 2032 (% du PIB)	~2,8 % du PIB	~2,1 % du PIB	~2,4 % du PIB
Dette publique à horizon 2032 (% du PIB)	110,5 % du PIB	103,5 % du PIB	106,0 % du PIB
Croissance potentielle de long terme estimée	1,1 % / an	1,5 % / an	1,8 % / an

ÉTAPE 5 — SÉQUENCEMENT & MATRICE DES RISQUES SYSTÉMIQUES

Séquencement Optimal Pluriannuel 1. Phase 1 (Année 1 - 2027) : Crédibilité & Choc d'Autorité Vote immédiat des réformes de structure (retraites, droit du travail, simplification) pour rassurer les créanciers et ancrer la confiance des marchés. 2. Phase 2 (Années 2-3 - 2028-2029) : Déploiement & Allègements Baisse des impôts de production financée par la réduction de la voilure administrative et le recentrage de l'action publique. 3. Phase 3 (Années 4-5 - 2030-2032) : Rendement & Consolidation Montée en charge des rendements de R&D, désendettement net accéléré et stabilisation de l'infrastructure énergétique.	Matrice des Risques Critiques par Scénario • Risque Scénario Prudent : Décrochage technologique irréversible vis-à-vis des États-Unis et de la Chine, incapacité à régénérer le tissu productif, persistance d'une dette vulnérable HYPOTHÈSE. • Risque Scénario Ambitieux : Blocage social dur, grèves reconductibles dans les transports et l'énergie, instabilité parlementaire nécessitant un recours aux ordonnances HYPOTHÈSE. • Risque Scénario Disruptif : Choc obligataire immédiat sur le spread OAT/Bund (> 150 bps) lié à l'incompréhension des marchés, contraction de la demande interne suite à la hausse de TVA RISQUE MAJEUR.
---	--

ÉTAPE 6 — VERDICT COMPARATIF & RECOMMANDATION STRATÉGIQUE

Critère d'Évaluation Stratégique	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Souveraineté restaurée	Faible à moyenne (défensive)	Forte et durable	Maximale (si succès complet)
Trajectoire de désendettement	Lente et très vulnérable aux chocs	Solide, crédible et soutenue	Incertaine (dépendance forte au PIB)

Critère d'Évaluation Stratégique	Scénario PRUDENT	Scénario AMBITIEUX	Scénario DISRUPTIF
Cohésion & Consentement social	Préservés à court terme	Tension négociable par le dialogue	Fracture sociale majeure et durable
Réversibilité politique	Excellente (mesures graduelles)	Moyenne (réformes de structure)	Quasi-nulle (changements institutionnels)
Probabilité de mise en œuvre	90 % (consensus a minima)	65 % (nécessite mandat clair)	30 % (haut risque de rejet)
Transformation structurelle du pays	Faible (+0,2 pt de croissance pot.)	Majeure (+0,6 pt de croissance pot.)	Radicale (+0,9 pt sous réserve de stabilité)

RECOMMANDATION STRATÉGIQUE FORMELLE : LE SCÉNARIO AMBITIEUX PROPOSITION

Le scénario **Prudent** relève de l'illusion gestionnaire : en refusant les réformes de fond, il condamne le pays à une lente attrition capacitaire et à une marginalisation géopolitique irréversible. À l'opposé, le scénario **Disruptif** présente un ratio risque/rendement inacceptable pour une économie dont le ratio de dette initiale avoisine 114 % du PIB : toute secousse sur les marchés obligataires anéantirait immédiatement les gains attendus.

Le scénario **Ambitieux** constitue l'unique corridor de viabilité pour la France : il engage le réarmement régalien et énergétique tout en finançant ces investissements par la hausse du temps de travail global (retraites à 65 ans) et le dégraissage ciblé de l'hyper-bureaucratie d'intermédiation.

Arbitrage des Acteurs : Identification Transparente des Gagnants et des Perdants

Catégorie Socio-Économique	Statut Net	Impact Réel & Justification Causale
Industrie, Startups DeepTech & R&D	GAGNANT	Baisse directe de la fiscalité sur le capital productif (-12 Md€), accès garanti à une énergie décarbonée stable et écosystème de recherche renforcé.
Jeunes Générations & Futurs Actifs	GAGNANT	Freinage de l'accumulation de dette publique non gagée, redressement du niveau scolaire fondamental et investissement d'avenir (IA, transition énergétique).
Personnels Régaliens de Terrain	GAGNANT	Moyens matériels et opérationnels sanctuarisés (LPM, Justice, Police), réarmement pénal et fin de l'engorgement administratif.
Structures Administratives Intermédiaires	PERDANT	Suppression de 120 000 postes dans les agences et structures de coordination doublonaires, mobilité contrainte vers les postes de terrain.
Professions Bénéficiaires de Niches	PERDANT	Extinction des exonérations sectorielles non ciblées (-8 Md€) et dérégulation des rentes administratives d'intermédiation.
Retraités Aisés & Générations 60-64 ans	PERDANT	Allongement de l'activité professionnelle (cible 65 ans) et sous-indexation temporaire des hautes pensions pour rééquilibrer le contrat civique.